

Éditorial.

Regards géopolitiques sur l'Indo-Pacifique

Béatrice Giblin

L'appellation Indo-Pacifique est devenue familière depuis une dizaine d'années à ceux et celles qui s'intéressent peu ou prou aux affaires du monde. Jusqu'alors, ces deux océans, Indien et Pacifique, n'avaient jamais été associés dans un même et immense ensemble spatial. Pourtant, cette représentation géopolitique construite a vite été adoptée par les experts, les chercheurs, les journalistes comme si elle répondait à un besoin pour rendre compte de nouveaux rapports de force dans cette partie du monde. Parler d'Asie ne suffisait plus, sans doute cette appellation fut-elle jugée trop géographique et pas assez géopolitique. De plus, elle évoquait des espaces terrestres plus que des espaces maritimes. Or l'importance économique et stratégique de ceux-ci ne faisait que croître avec le développement de la mondialisation dont la Chine, devenue l'usine du monde, était un des acteurs majeurs. C'est d'ailleurs cette montée en puissance de la Chine qui avait conduit les États-Unis, sous le premier mandat d'Obama, à qualifier le Pacifique de nouveau centre du monde, justifiant ainsi ce moment « pivot » de la politique étrangère américaine qui annonçait délaisser l'Europe et le Moyen-Orient pour centrer ses préoccupations stratégiques sur le Pacifique, désormais terrain de rivalités stratégiques et économiques tant à l'échelle de l'Asie que du monde, avec l'objectif clair de contrecarrer ou du moins contenir l'expansionnisme chinois.

Si les États-Unis sont très conscients de la menace qu'exerce la Chine sur leur statut de première puissance mondiale économique et militaire, la montée en puissance chinoise inquiète aussi les États circumvoisins du Pacifique, Australie, Japon, Corée du Sud et l'ensemble des États de l'Asie du Sud-Est et du Nord-Est. C'est pourquoi plusieurs de ces États ont adhéré à la construction géopolitique de l'Indo-Pacifique, pensée à l'origine par la diplomatie japonaise. Associer l'océan

Indien au Pacifique, et donc intégrer l'Inde à cet immense ensemble spatial géopolitique, était, du moins au niveau des discours diplomatiques, un moyen de rééquilibrer la domination chinoise en pleine expansion, l'Inde étant perçue comme la seule puissance rivale sérieuse de la Chine dans la région. Dès lors, c'est à l'aune de l'Indo-Pacifique que sont pensées et construites leurs politiques stratégiques, diplomatiques économiques respectives.

C'est ainsi que, sous l'égide des États-Unis, de nouvelles alliances se constituent. Le Quad – dialogue quadrilatéral pour la sécurité – associe les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie dont les quatre marines s'exercent ensemble depuis 2020 afin de montrer à la Chine le sérieux de leur alliance. L'Aukus, alliance stratégique de défense entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni, a aussi pour objectif de répondre à une potentielle menace économique et militaire chinoise dans cette région, traversée par les voies maritimes jugées les plus vitales du monde. Selon les acteurs de cette alliance, il est indispensable pour la stabilité du monde de laisser « libre et ouvert l'Indo-Pacifique » selon la formule de Joe Biden. Aussi faut-il se donner les moyens militaires de l'assurer et, pour ce faire, construire une classe de sous-marins à propulsion nucléaire, dont la portée est plus longue et qui sont plus rapides et plus difficiles à détecter.

Bien que géographiquement très éloignée de l'Indo-Pacifique, et sans réelle politique étrangère commune, l'Union européenne (UE) tient à ne pas être totalement exclue des relations, accords et/ou alliances qu'y nouent les différents acteurs directement impliqués. Il est vrai qu'elle y est aussi poussée par la France qui, du fait de ses départements et territoires d'Outre-mer, estime légitimement en faire partie. Rappelons que c'est grâce à eux que la France possède la deuxième zone économique exclusive (ZEE) du monde, ce qui contribue à la conforter dans sa représentation d'appartenir aux puissances qui comptent dans le monde.

Plusieurs articles de ce numéro analysent la représentation de chacun des principaux acteurs de cet ensemble géopolitique comme l'usage qu'ils en font ou comptent en faire : Japon (voir l'article de Stephen R. Nagy), États-Unis/Chine (voir l'article de May-Britt U. Stumbaum et Sharon De Cet), Chine (voir l'article d'Éric Frécon et Paco Milhiet), Inde (voir l'article d'Isabelle Saint-Mézard), Union européenne (voir l'article de Giulio Pugliese), les États de l'Asean (voir l'article de Benoît de Tréglodé).

Dans cet immense ensemble géopolitique, qui représente la moitié de la surface totale de la terre, et sans prendre en compte l'Australie, île-continent de 7,7 millions de km², on compte environ 30 000 îles. Dans ce nouveau contexte géopolitique de menace chinoise, plusieurs de ces îles, petits États indépendants ou géographiquement à des milliers de kilomètres de la métropole avec de ce fait quelque autonomie, essaient de tirer profit de ce nouveau jeu géopolitique en valorisant leur ZEE, en monnayant des facilités portuaires économiques ou

stratégiques, en maintenant l'équilibre entre les puissances, en préservant leur environnement (voir les articles de Marianne Péron-Doise et, pour les territoires français, Sarah Mohamed-Gaillard).

Si l'Indo-Pacifique est incontestablement une représentation géopolitique construite sur la menace chinoise, à lire l'article de Paul Tourret il faut néanmoins raison garder car, avant toute chose, pour la Chine comme pour les autres États de la région, les affaires sont les affaires...

Enfin ce numéro consacré à un concept géopolitique récent – 2010 – s'ouvre néanmoins sur un retour sur les temps longs, comme souvent dans la démarche géopolitique mise en œuvre dans *Hérodote*, afin de remettre en perspectives l'ancienneté des relations entre ces deux océans (voir l'article de Manjeet S. Pardesi).

Ce numéro a été coordonné par Isabelle Saint-Mézard, Marianne Péron-Doise et Benoît de Tréglodé, ce dont je les remercie vivement.